

6 Économie

Zone Cémac/Commerce intracommunautaire Il ne représente que 3,5 %



Photo : Innocent M'BADOUIMA

Le développement de l'agriculture dans la sous-région peut inverser la tendance dans les importations, notamment de riz.



Photo : DR

Le Tchad pense que son cheptel peut approvisionner le marché en viande des pays de la sous-région.

Willy NDONG (Sce CEA)
Libreville/Gabon

LES experts financiers des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) se sont retrouvés dernièrement à Malabo en Guinée Équatoriale. C'était à la faveur des travaux de la 35e session de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Au cours de cette rencontre, il était question pour les analystes économiques de faire le point des échanges commerciaux entre les pays membres de la sous-région. Ainsi, selon le rapport statistique des différents experts, les six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) commercent peu, parce que leurs échanges représentent 3,5 % et leurs importations, notamment des produits agroalimentaires, sont estimées à 2000 milliards francs par



Photo : DR

Les pays membres de la Cémac importent chaque année de l'étranger les produits agroalimentaires pour 2 000 milliards de francs.

an. "L'Afrique centrale est l'une des sous-régions où les États commercent très peu. Les échanges intracommunautaires sont de l'ordre de 3,5 % seulement. Des exportations sont assez limitées dans la zone Cémac. Le niveau de transformation (des matières) est très bas. Le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale sont les grands importateurs des produits agroalimentaires. Ce qu'ils importent peut (pourtant) être trouvé dans la sous-région ; c'est le cas de la viande bovine au Tchad", a expliqué Mi-

chel Niama, conseiller à la Cémac. Malgré ce tableau peu reluisant, les analystes économiques reconnaissent tout de même que la sous-région a du potentiel pour commercer et se développer. Car, notre sous-région est la zone qui affiche le plus de ressources naturelles : pétrole, bois, minerais, à en croire les experts qui sont également d'avis que le développement de l'agriculture est au centre de tout développement. Les importations de la Cémac

coûteraient 2 000 milliards francs par an, dont 800 milliards de francs pour les seuls produits carnés. "L'idéal pour la sous-région aujourd'hui est d'inverser cette tendance ; en allant vers la diversification économique. Il faut commencer par transformer certains produits locaux", a suggéré Juste Désiré Mondélé, conseiller spécial à la présidence de la République du Congo. Avant de poursuivre qu'"il nous faut diversifier nos économies, sinon nous resterons piégés par nos propres ressources qui ne serviront qu'à alimenter les industries d'ailleurs. Il nous faut développer le made in Central africa".

Pour le chef de la section des politiques et des réformes pour la diversification économique à la CEA, Mama Kéita, "il faut plutôt réinventer l'homme ; changer sa mentalité. Je pense que le Rwanda l'a fait et s'en sort bien. On parle de la diversification. Mais qui va produire si l'homme n'est pas préparé à cela ?", a-t-il conclu.

Renforcement des capacités des agents de l'Oprag Pour une communauté portuaire plus dynamique

Georges-Maixent NTOUOUME-NDONG
Libreville/Gabon

DES agents de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) étaient récemment en formation. Il était question pour ces derniers de soutenir un mémoire rédigé durant cette formation axée sur les programmes de gestion portuaire. Ce stage s'est effectué à Libreville avec des cadres supérieurs de la société, encadrés par des experts de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). La formation s'est étendue sur un peu plus d'un an et les participants devaient produire un mémoire à travers lequel ils proposent des idées, en vue de l'amélioration du fonctionnement de l'Oprag.



Photo : Maixent Ntouioume

Anasthasie Meyounet face aux journalistes après sa soutenance.

Les modules de formation tournent autour du commerce international. À savoir, les différentes structures d'un port, le fonctionnement du port, les questions de marketing, de finance, la gestion de la maintenance, etc. L'idée est de créer une communauté portuaire dont tous les membres



Photo : Maixent Ntouioume

Dominique Chantrel, spécialiste de la gestion de programmes, était l'un des formateurs.

comprennent le fonctionnement. Pour les formateurs, les agents d'un port ne doivent pas se limiter à la réalisation de leur tâche quotidienne, ils doivent savoir comment cette tâche parvient à eux : "Il faut que les gens se sentent appartenir à une communauté. Par exemple, si je suis comp-

table, je viens au port, je fais la comptabilité, un point c'est tout. L'idée est de leur dire pourquoi ce chiffre arrive comme ça dans leur comptabilité. Cette formation est là pour donner une vision globale du port et de la chaîne de transport", a expliqué Dominique Chantrel, spécialiste de la gestion de programmes.

À l'issue des soutenances, les participants étaient satisfaits d'avoir acquis de nouvelles connaissances. "Cette formation nous donne une large ouverture sur la connaissance du port. Vous savez, les gens qui travaillent au port ont des formations variées, quelquefois on ne connaît pas le domaine portuaire. Je suis comptable, je ne connaissais rien du port, et cette formation m'a permis de connaître beaucoup de choses", a affirmé Anasthasie Meyounet, l'une des participantes.

Réunion des directeurs généraux des autorités portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le DG de l'Oprag présent à Rotterdam



Photo : DR

Landry-Régis Lacruche Lelabou (C), DG de l'Oprag lors de la réunion de Rotterdam

W.N.
Libreville/Gabon

LANDRY-Régis Lacruche Lelabou, directeur général de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) se trouve depuis quelques jours à Rotterdam au Pays-Bas. Dans ce pays, le patron de l'autorité por-

tuaire gabonaise prend part, en compagnie de ses collègues d'Afrique de l'Ouest et du centre, à une rencontre de haut niveau dont l'objectif est de s'imprégner, entre autres, du savoir-faire et de l'expérience néerlandaise en matière de traitement des déchets électroniques. (Nous y reviendrons).

Fonds monétaire international

La Bulgare Kristalina Georgieva nommée directrice générale



Photo : DR

Kristalina Georgieva, l'actuelle directrice exécutive de la Banque mondiale, vient d'être nommée DG du FMI

W.N.
Libreville/Gabon

LE conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé mercredi la nomination de la Bulgare Kristalina Georgieva, l'actuelle directrice exécutive de la Banque mondiale, au poste de directrice générale du FMI pour un mandat de cinq ans. Elle

prendra ses fonctions le 1er octobre. "C'est une énorme responsabilité que d'être aux commandes du FMI dans une période où la croissance économique mondiale continue à décevoir, où les tensions commerciales persistent, et où la dette est à son plus haut niveau historique", a déclaré Mme Georgieva dans un communiqué publié mercredi après-midi.